



**Paris, le 09 décembre 2011**

**Communiqué**

**Martine Aubry,**

Première secrétaire du Parti socialiste

Le Parti Socialiste regrette que le dernier « sommet de la dernière chance » en date ait échoué, comme les précédents, à prendre les décisions nécessaires pour engager la sortie de crise. L'accord qui a été conclu ne répond pas à l'urgence, installe l'austérité, renonce à lutter efficacement contre la spéculation et constitue un recul démocratique.

Alors que le chômage continue d'augmenter et que la croissance plonge partout, le duo Merkel-Sarkozy entraîne l'Europe dans l'austérité généralisée par un durcissement des règles de rigueur budgétaire et le refus des mesures qui pourraient remettre l'économie de l'Union européenne sur la voie de la croissance. Ni la taxe sur les transactions financières que nous demandons pour financer des investissements d'avenir tout en réduisant les déficits, ni l'instauration de règles commerciales de réciprocité pour protéger nos entreprises et nos emplois contre la concurrence déloyale, ni la création d'un vrai gouvernement économique n'ont été décidées.

Les mesures nécessaires et urgentes pour éteindre la spéculation ne sont pas non plus au rendez vous. Les Eurobonds, que nous appelons de nos vœux depuis des mois avec les sociaux-démocrates européens, et qui sont maintenant soutenus par la Commission européenne et le président du Conseil européen, sont encore et toujours refusés. Le Mécanisme Européen de Stabilité n'aura ni licence bancaire ni refinancement par la BCE, dont le rôle se limitera à sa gestion. Quant à la BCE, elle ne jouera toujours pas son rôle de prêteur en dernier ressort.

Enfin, l'accord est une régression démocratique, car il dépossède les parlements nationaux de leur souveraineté budgétaire en introduisant des sanctions automatique et l'intervention de la Cour de justice européenne.

Une nouvelle fois, comme après la plupart des sommets, « mini-sommets », accords plus ou moins virtuels conclus par les gouvernements conservateurs européens depuis 2008, chacun comprend que la réponse d'aujourd'hui n'est ni efficace ni à la hauteur. L'Europe a besoin d'une autre direction et d'une autre perspective, celle que nous proposons avec François HOLLANDE et le pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance.

--  
--

Service de presse

PARTI SOCIALISTE

[presse@parti-socialiste.fr](mailto:presse@parti-socialiste.fr)

01 45 56 77 23/ 78 78/ 79 96/ 79 22